

PLUME CITOYENNE

**Béni
Bukavu
Kisangani**

N° 01 || Bimestriel Novembre - Décembre 2011

Sud-Kivu

Mieux connaître le rôle d'un élu permet de voter pour lui ou pas

(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) Plusieurs organisations de la société civile du Sud-Kivu informent les citoyens sur les attributions de leurs élus. Du coup, les électeurs reconnaissent plus facilement les fausses promesses et demandent des comptes. Pour le scrutin du 28 novembre, ils se disent déterminés à "voter utile".



Les Osc du Sud Kivu organisent des débats pour bien comprendre le rôle des élus. © Thaddée Hyawe-Hinyi

Vingt tables rondes, douze audiences publiques, des dizaines de spots diffusés en quatre langues dans dix-huit radios du Sud-Kivu... Ces trois dernières années, l'Association des femmes juristes du Congo (Afejuco), le Réseau des associations des droits de l'Homme au Sud-Kivu (Radhoski), l'Association des femmes des médias (Afem) et le Centre d'appui à la promotion de la santé (Capsa), des organisations de la société civile, font connaître les attributions d'un élu et celles du pouvoir exécutif. Depuis que la campagne électorale a démarré fin octobre, ces OSC et d'autres associations animent également des réunions d'évaluation de la législature qui tire à sa fin.

"Nous expliquons aux électeurs les raisons de se méfier des candidats députés qui promettent de construire des routes, des sources d'eau et des écoles, car ce sont des tâches dévolues au gouvernement provincial. La Constitution précise que les députés votent les lois et contrôlent les actions du gouvernement et celles des services publics," avertit Raphaël Wakenge, président de Radhoski. Le candidat député confond ainsi souvent son rôle et induit l'électeur en erreur. Julie Mwazita, une bouchère, explique par exemple : "Nous ne connaissons pas les limites du travail d'un député, ni celles d'un ministre. Tous sont nos représentants."

Débats animés...

Pour améliorer la compréhension du rôle d'un député, les OSC organisent donc des tables rondes à Bukavu et à l'intérieur de la province au cours desquelles électeurs et élus se rencontrent. Au début de la séance, les participants rappellent les promesses faites par les députés en 2006 de construire des routes, des ponts, des écoles. L'élu répond ensuite.

Généralement, rien de tout cela n'a été fait... A la fin, le peuple demande à ses représentants de porter ses préoccupations auprès du gouvernement. "Je comprends pourquoi les élus évitent le contact avec les électeurs !" s'exclamait Arnold Nkabalire lors d'une table ronde organisée dans une commune de Bukavu. Il venait de voir en direct comment un élu, qui n'avait pas su réaliser ses fausses promesses et n'avait pas pu justifier son absence au milieu du peuple depuis son élection, avait été interpellé...

Désireux de se comporter autrement, certains candidats malheureux du scrutin passé ont décidé de mieux informer leur base. En 2006, "la population a défailli parce qu'elle ne s'est pas donné la peine de maîtriser le

rôle de ses élus", regrette Gizot Mulengezi, candidat malheureux au poste de gouverneur de province et président fédéral de la Confédération des démocrates chrétiens. Aujourd'hui, ce politicien se dit déterminé à changer les mentalités : "Je vais débusquer les démagogues et encourager la population à ne pas voter les candidats pour les biens matériels qu'ils leur donnent." G. Mulengezi intervient aussi dans des émissions. "Ces séances de conscientisation n'ont pas atteint tout le monde. Nous n'avons pas le temps de suivre la radio," regrette des marchandes. "Si les journalistes organisaient de telles émissions au marché où devant les églises, nous ne nous tromperions plus", proposent-elles.

"Ne pas se laisser berner par des cadeaux"

Ceux qui sont déjà informés ont fait leur choix. "Nous voterons pour ceux qui nous semblent capables de sécuriser le pays et d'améliorer les conditions sociales des citoyens" déclarent-ils au sortir des tables rondes. Après ces rendez-vous avec les politiciens, les participants disent avoir mieux compris le rôle d'un élu et semblent déterminés à voter en conséquence. Après avoir participé à la table ronde de Kadutu, à Bukavu, Blaise Cikuru s'est par exemple exclamé : "A l'avenir, plus question de voter en fonction des petits cadeaux !". Pour Blaise, "un candidat utile ne fait pas de fausses promesses, mais s'engage à faire ce qui est en son pouvoir."

Depuis août, plusieurs citoyens suivent dans toute la province des spots radiophoniques en français, swahili, shi et lega de l'Afem, les invitant eux aussi à "voter utile." En résumé, "à ne pas se laisser berner par des cadeaux, mais à donner leurs voix à celui qui peut faire quelque chose d'utile pour la société", expliquent des membres d'Afem. "Nous éveillons ainsi les consciences sur l'avenir du pays qui dépend du choix des électeurs", explique Julienne Baseke, chargé de programme de cette association.

De son côté, l'Afejuco organise, depuis 2010, des audiences publiques sur la bonne gouvernance pour informer les citoyens sur le travail législatif et comment y participer en proposant des édits ou des lois. La population attend par exemple une loi sur la gestion des immondices, mais sa proposition a été rejetée par les députés provinciaux. Sur ce dossier également, les élus semblent avoir promis des projets dont la réalisation revient au gouvernement. "Ils se sont éloignés de la population, oubliant que c'est elle qui a voté pour eux", confirme la secrétaire exécutive d'Afejuco, Julienne Mushagalusha.

D. Malekera, D. Chikuru, L. Fazila, D. Bakanirwa, P. Debaba

Editorial

Adieu les comptes-rendus institutionnels et ennuyeux de séminaires ! Bonjour les reportages de terrain sur les plaidoyers et actions concrètes des ONG ! Dans le cadre du Programme interbailleurs Médias pour la démocratie et la transparence en RDC soutenu par les coopérations britannique, suédoise et française, les médias vont informer autrement les citoyens, en particulier les femmes, sur leurs droits et leurs devoirs, le respect de l'Etat de droit et de la démocratie.

De grandes notions qui ont des implications dans la vie de tous les jours. Avec l'aide des associations, mais en toute indépendance et sans faire leur communication, les journalistes vont tenter de les mettre en lumière.

Voici une sélection de leurs premiers articles, en partie issus des ateliers réalisés en octobre dernier dans les trois villes couvertes par le projet : Béni, Bukavu, Kisangani. Pour ce premier cahier spécial, priorité a été donnée à l'actualité, avec un zoom sur les élections. Que font les associations à la veille de ce rendez-vous ?

Au Sud-Kivu, celles qui ne sont pas politisées, informent les citoyens sur les attributions exactes des députés et forment des observateurs. A Béni, elles mobilisent électrices et candidates pour que les femmes soient les grandes gagnantes de ce scrutin. A Kisangani, elles encouragent les candidates à parler de leurs programmes plutôt que de distribuer cadeaux et fausses promesses.

Dans l'attente de vos réactions que nous espérons nombreuses, nous prenons déjà rendez-vous avec vous fin janvier pour le deuxième numéro de Plume citoyenne. Merci de lire et faire lire ces articles autour de vous. Vous entendrez bientôt aussi dans vos radios les premières émissions des journalistes.

Syfia international

Sud-Kivu

Les observateurs électoraux exercent péniblement leur mission

Page 2

Kisangani

Sans cadeaux, les candidates se rapprochent de leurs électeurs

Page 3

Kisangani

Pour la première fois, les paysans interpellent les candidats

Page 4

Béni

Les candidats sont nombreux, mais peu visibles

Béni

Des associations féminines soutiennent électrices et candidates

Sud-Kivu

Les observateurs électoraux exercent péniblement leur mission

(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) Être observateur électoral est une mission difficile. Pourtant, de plus en plus de citoyens veulent s'y essayer. Leurs avis, transmis à la Céni, permettent de mettre à jour certaines irrégularités.

Manque de frais de transport, manque de moyens de communication, travailler à jeun, observer le scrutin dans des bureaux éloignés par de longues distances...», énumère Jean Mwilarhe, membre du Réseau national des observateurs de la Société civile pour les élections au Congo (Renosec), qui a observé le scrutin en 2006. Michel Rumputu, président d'un bureau de vote cette année là, ajoute : «Les observateurs ont rencontré beaucoup de contraintes qui ont alourdi leur travail : bousculades d'électeurs, fatigue, faim, coupures de courant, arrogance de certains agents de la Céni (Commission électorale nationale indépendante)».

Malgré toutes ces difficultés, les candidats observateurs sont nombreux à postuler pour les élections du 28 novembre prochain : 500 demandes actuelles contre 150 observateurs déployés dans toute la province durant la révision du fichier électoral de juin à août, tous émanant du bureau de coordination de la société civile du Sud-Kivu. Leur nombre est illimité, mais ils doivent au préalable être accrédités par la Céni.

En proie à des difficultés financières, les Organisations de la société civile (OSC) demandent le soutien des bailleurs de fonds (qui vont contribuer à hauteur de 20 % du budget global consacré aux élections) et celui du gouvernement. Pourtant, l'article 44 de la loi électorale tranche net : «L'observateur n'est à la charge ni de l'Etat congolais, ni de la Céni.» C'est donc la structure qui le mandate qui doit

financer sa formation et son déploiement. Une mission semble-t-il encore plus délicate cette année : «Par rapport à 2006, le contexte électoral actuel s'annonce plus difficile, avec des agitations dans les partis politiques», estime Solange Lwashiga, coordonnatrice du Caucus des femmes du Sud-Kivu, organisation qui avait pu verser 20 \$ à chacune de ses observatrices en 2006, chose que n'avaient pas pu faire beaucoup d'autres associations.

"Je suis démocrate et patriote"

Les OSC affirment pourtant que leur détermination à observer le scrutin et à s'assurer qu'il se déroulera dans la transparence reste ferme. «Nous allons assumer sans peur les difficultés liées à notre mission d'observateur. Nous y sommes habitués en tant qu'acteurs de la société civile», lance Frédéric Mushagalusa, futur observateur. «Être observateur national en RDC, c'est du patriotisme, poursuit Dieudonné Sango, responsable du Réseau des organisations de la société civile pour l'observation des élections (Rosoe). Et le patriotisme est un sacrifice. Souvent, il faut utiliser son propre argent pour pousser les décideurs au changement». Jean Mwilarhe explique : «Je suis démocrate et patriote. Mon seul soucis est de voir mon pays quitter ce gouffre de mauvaise gouvernance dans lequel les mauvais politiciens l'ont plongé.»

Le rôle des observateurs est noble pour assurer la transparence, un élément indispensable pour des élections libres. «Durant la révision du fichier électoral, les

observateurs des OSC ont transmis leurs rapports au bureau de la Céni. Leurs données nous ont permis de découvrir que certains (personnels des bureaux d'enrôlement et policiers chargés de la sécurité, Ndlr) demandaient de l'argent ou enrôlaient leurs amis et leurs frères en priorité, explique Gustave Lungumbu Bweni, chargé de l'éducation civique et électorale à la Céni Bukavu. Nous avons visité les bureaux concernés et exigé publiquement d'être informés, afin de sanctionner les récidivistes.»

Se former avant d'observer

Être observateur est donc une mission importante, mais difficile. Plusieurs critères sont demandés à ceux qui veulent le devenir. «L'engagement et la volonté citoyens, un niveau d'étude acceptable permettant de noter tout ce qui se passe dans le bureau de vote et de rédiger un rapport cohérent, être Congolais et membre d'une OSC, ne pas être engagé comme militant dans un parti politique, faire preuve d'une éthique sociale basée sur la tolérance et la sociabilité», énumère Dieudonné Sango. Pour bien suivre, noter et rapporter tous les événements, les observateurs sont formés par la Société civile. Parmi eux, les superviseurs des bureaux de vote expliquent et font notamment des simulations du module «Comment observer les élections». A l'issue de la formation, ils seront déployés dans ces bureaux.

D. Ndagano, F. Namegabe, P. Murhula, D. Byankomero

Béni

Les candidats sont nombreux, mais peu visibles

(Syfia Béni/Vision Plus) La campagne électorale tire à sa fin. Mais, sur plus de 200 candidats pour 8 sièges à la députation nationale en territoire de Beni, rares sont ceux que les électeurs connaissent. Dépourvus de moyens et parfois aussi de convictions, certains refusent de battre campagne.

A Mutwanga, à une quarantaine de kilomètres de Béni, seule une vingtaine de candidats à la députation nationale sur les 231 ont des effigies et calicots. Pourtant, cette cité compte environ 30 000 enrôlés pour le prochain scrutin. Sur l'axe Beni-Eringeti, sur la route qui mène à la Province Orientale, c'est le même constat. «Je ne comprends rien à toutes ces listes affichées au bureau de la Ceni. Peu de candidats se manifestent. Nous pensions qu'ils nous parleraient de leurs projets de société, mais même leurs figures ne sont pas affichées... Comment changer la classe politique dans ces conditions ?», s'interroge Musubao Mumbere, enseignant à l'école primaire Nzenga de Mutwanga.

Au grand rond point de Béni, seules six grandes photos sont suspendues aux panneaux publicitaires : deux des candidats présidentiables Vital Kamerhe et Joseph Kabila et quatre de députés de la ville. Aucune photo ni affiche visible dans les lieux publics...

"Sans vision ni projet de société"

Depuis le lancement de la campagne électorale le 28 octobre dernier, bon nombre de candidats restent inconnus des électeurs. Certains ne savent pas comment battre campagne et se faire connaître. D'autres continuent d'attendre des moyens de la part de leurs états-majors politiques. «Je pensais qu'on allait nous remettre de l'argent pour fabriquer des photos ou des t-shirts et faire des chansons, mais, jusqu'à présent, rien n'est fait... Pourtant, notre parti est l'un des signataires de la charte de la mouvance au pouvoir», regrette un candidat de Béni. A l'approche de la fin de la campagne, l'ambiance est toujours aussi timide dans plusieurs localités de cette ville où seuls quelques uns battent campagne avec leurs moyens propres. Le scé-



Place de la poste à Kisangani peu avant le meetings d'un candidat © Mongongo

nario est le même pour les candidats de l'opposition.

Parmi les rares à se mobiliser, on voit surtout sur le terrain et dans les médias ceux qui veulent être réélus. Djuma Balikwisha, ministre provincial du Budget au Nord-Kivu et candidat, explique qu'on ne peut pas préparer les élections pendant la campagne. Il estime que ses adversaires devraient savoir qu'elles se préparent une ou plusieurs années avant.

Privés de moyens, certains n'ont toutefois

toujours pas commencé leur campagne. D'autres ont des difficultés à défendre le bilan de la législature finissante et préfèrent ne pas se lancer dans la bataille électorale. «C'est normal que des candidats disparaissent. La plupart ont adhéré à leurs partis sans vision ni projet de société», déplore Gilbert Kambale, président de la Société civile de Beni.

Paulin Tawite et Aboubakar Kalunga

Kisangani

Sans cadeaux, les candidates se rapprochent de leurs électeurs

(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) A Kisangani, plutôt que de distribuer promesses et cadeaux, des candidates font du porte-à-porte ou des causeries en petits groupes. Certains électeurs apprécient ce rapprochement et cette nouvelle façon de faire de la politique.

A Kisangani, depuis le début de la campagne électorale fin octobre, seules trois candidates venues de Kinshasa rivalisent avec les hommes fortunés. Pour mobiliser les masses, elles placent elles aussi de grandes affiches et banderoles, distribuent des t-shirts et organisent des carnivals. Cependant, la grande majorité des 28 femmes (sur 232 candidats) en lice pour les élections du 28 novembre prochain, se contente de faire du porte à porte ou des causeries en petits groupes. Elles sont sans grands moyens, dans une campagne où même les hommes les plus pauvres jettent l'éponge. Difficile aussi pour ces candidates de payer le transport des militants ou de donner des cadeaux qu'exigent les électeurs.

Berthe Wassi, candidate de l'Union pour la démocratie et la République (UDR) et Marie-France Singa de la Convention des Congolais unis (CCU) disent avoir épargné les maigres ressources des produits de leurs champs. "Je fais du porte à porte. C'est la stratégie adoptée par mon bureau d'étude. Je serai visible la dernière semaine de la campagne", explique Marie-Thérèse Benda du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). De son côté, le Collectif de femmes a ces derniers temps encouragé ses sympathisantes à voter pour d'autres femmes. "Personne ne peut mieux parler des femmes qu'une d'entre elles", plaide dans le même sens Jolie Mugisa, avocate au barreau de Kisangani.

Ces candidates cherchent à convaincre



Une candidate explique les raisons de sa candidature à d'autres femmes à Kisangani © Mongongo

par leurs discours plutôt que par des cadeaux. "Si je t'offre un t-shirt ou du sel, je t'injurie, car dès ta naissance, tu portais un t-shirt ! Cela veut dire que rien ne va changer dans ta vie..." C'est le message de Marie-France Singa à ses adeptes à chaque rencontre. "Je ne fais aucune promesse et je ne donne rien comme argent. J'essaie seulement de réveiller les consciences. La

base ne me réclame rien", ajoute-t-elle. Elle affirme avoir ainsi convaincu 56 nouveaux adhérents qui ont acheté la carte de son parti à 1 \$ à Lubuya Bera, au point kilométrique 18. "Je voterai même sans cadeau pour celui qui songera à la population. Les candidats de 2006 avaient acheté nos voix contre du sel, des T-shirt, des babouches... Après, ils n'ont rien fait

(suite à lire page 4)

Béni

Des associations féminines soutiennent électrices et candidates

(Syfia Béni/Vision Plus) A Béni, plusieurs associations féminines mobilisent électrices et candidates pour que les femmes participent pleinement aux élections et envoient leurs représentantes dans les instances de prise de décision.

Des femmes à l'écoute d'autres femmes. A Béni, à l'approche des élections présidentielles et législatives du 28 novembre prochain, les associations féminines multiplient réunions, rencontres, émissions à la radio pour appeler les femmes à voter plutôt pour des candidates que pour des candidats... La route vers une meilleure représentativité dans la vie politique est en effet jonchée d'obstacles. Parmi les difficultés des candidates : leur faible capacité à monter leur campagne avec succès, leur manque de financements, de propositions et d'engagements avec les médias. "Il faut qu'elles réalisent qu'elles doivent créer des relations avec d'autres femmes et lutter pour gagner des sièges politiques. Grâce à leur présence au parlement, plusieurs lois peuvent être votées en leur faveur, comme celle punissant les violences sexuelles ou de tout autre genre", déclare Monique Mbala, présidente du Barza des femmes de Beni.

Les ONG spécialisées recherchent dans le processus électoral à faire participer les électrices, mais aussi les candidates, observatrices, témoins de partis politiques et membres de l'administration électorale. "J'encourage la diffusion d'informations relatives au cadre juridique et des consultations pour assurer que ce cadre soit favorable à la pleine représentation des femmes aux élections. Nous voulons qu'elles prennent conscience de leurs droits", espère maître tantine Mukulu, présidente de l'Association des femmes juristes de Béni.

Elle aussi membre d'une association, Jeanne Musoconi est de celles qui forment et informent les candidates à un siège parlementaire : "Elles doivent avoir un programme personnel en dehors de celui de leur parti et exiger que ce dernier leur place en position éligible. Elles doivent exiger la même volonté de tous les acteurs politiques. La femme doit avoir confiance en elle-même et se persuader que le pouvoir ne s'octroie pas, mais se conquiert. Notre bureau assure le lien entre les organisations féminines et les institutions gouvernementales pour garantir la représentation et la participation active des femmes dans le processus électoral."

Gérer "comme une mère de famille"

Les électrices ont largement participé aux scrutins de 2006, mais

il y avait alors peu de candidates. Aujourd'hui, certaines veulent franchir un cap et être représentées dans des instances de prise de décision. "Cette année les candidates à la députation nationale sont au nombre de huit ; en 2006, il n'y en avait qu'une seule. La ville de Beni ayant deux sièges, avec huit femmes contre 39 hommes, qui passera comme député ? Qui votera pour qui ?", s'interroge Raphaël Sikakulizya, chef d'antenne de la Ceni Béni. Jusqu'ici, en tout cas, les décideurs et acteurs politiques prennent peu d'actions volontaires pour augmenter la représentation des femmes dans les institutions de l'Etat et les partis. Il en existe pourtant qui sont capables d'assumer de telles responsabilités. "Ce n'était pas facile pour moi d'être désignée comme candidate par mon parti, mais vu mes compétences mon savoir-faire et ma simplicité, le parti a compris qu'il fallait mettre la personne qu'il fallait à la place qu'il fallait pour plaider la cause de la population en général et celle de la femme en particulier. Un adage dit bien que le changement d'une femme, c'est le changement de tous !", martèle madame Babie, membre du RCD/Goma (Rassemblement congolais pour la démocratie).

La constitution de la RD Congo consacrant, dans ses articles 11, 12 et 13, l'égalité de tout Congolais, l'Etat a dans ses attributions le devoir de veiller à l'élimination de toute discrimination contre la femme et d'assurer la protection de ses droits. "Si, lors des prochaines élections, nous ne reconnaissons pas sa valeur pour qu'elle participe à la gestion de la chose publique comme une mère de famille, il sera difficile d'avoir un nouveau Congo. Nous ferons de notre mieux pour envoyer nos représentantes dans toutes les instances. Je porterai mon choix sur une femme, car les hommes élus en 2006 n'ont rien apporté comme changement", explique Nene, une étudiante à l'université officielle de Semuliki. A l'inverse, le comptable d'un centre d'accueil protestant réplique qu'il ne choisira jamais une femme : "Le plus souvent, elle n'est pas convaincante et est derrière les décisions des hommes." Le travail de persuasion des candidates ne fait que commencer...

Lareine Vawhere Mughole, Aboubakar Kalunga et Leon Mungwana

Kisangani

Pour la première fois, les paysans interpellent les candidats

(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) Le 17 novembre dernier, pour la première fois, près de 500 paysans ont échangé directement avec des candidats députés de Kisangani sur leur projet de société en rapport avec l'agriculture.

L'Union paysanne pour le développement de Kisangani (UPDKIS) a organisé pour la première fois, une "tribune d'expression populaire" entre des paysans et une petite dizaine de candidats à la députation nationale à l'alliance franco-congolaise. Pour ce face à face, UPDKIS, qui regroupe plus de 3 000 membres issus de 222 associations, avait fait venir près de 500 paysans de Kisangani et des périphéries. Beaucoup se sont présentés, désireux d'avoir enfin un échange direct avec leurs

produits des champs ; suppression des tracasseries administratives et policières ; création par l'Etat de banques de crédits agricoles ; soutien aux associations paysannes, etc." Un candidat, encore sénateur, a promis d'initier une loi sur le code agricole. Un autre une loi sur le droit foncier des paysans.

Paysans informés et critiques

Les agriculteurs ont aussi exprimé leurs préoccupations : "construction d'écoles de métiers et de centres d'alphabétisation ; réhabilitation de la route Kisangani-Opala, etc." Une paysanne de cette localité, grenier de la capitale de la Province Orientale, a dénoncé les prix imposés par les grands acheteurs et la taxe d'emballage de l'Etat sur les produits vivriers. Critiques, certains ont demandé si, une fois élu, tel député n'allait pas fermer son téléphone comme l'ont fait en 2006 de nombreux autres avant lui... D'autres ont interrogé un candidat pour savoir s'il serait réellement écouté par le président de la République qu'il soutient. "Je démissionnerais s'il n'écoute pas mes plaidoyers sur vos problèmes", a-t-il promis.

Certains politiciens ont en retour aussi interpellé les paysans à propos des dons qu'ils reçoivent ça et là : "La main qui donne est au dessus de celle qui reçoit. Vous devez être indépendants !" Le délégué de la Ceni leur a expliqué qu'ils devaient se présenter au bureau de vote avec leurs cartes d'électeurs et que le vote était secret. Des précisions importantes, comme le montre le récit de cette paysanne qui affirme qu'en 2006, ce sont les témoins de certains partis qui les avaient aidés à voter...

Une indépendance pas forcément évidente à conquérir... Ainsi, avant de partir, plusieurs candidats ont laissé de l'argent pour l'organisateur, mais aussi leurs numéros de téléphone. Les deux parties souhaitent en effet garder des contacts



Un agent de la Ceni explique le processus électoral aux paysans avant le débat avec les candidats © Mongongo

candidats, mais, pour accéder à la salle, ils devaient présenter leurs invitations.

Notre objectif est de les "aider à opérer un choix utile face aux multiples promesses qui leur sont faites", résume le coordinateur d'UPDKIS, l'ingénieur Squadra Mugaza. Il constate que, ces cinq dernières années, sur 90 lois votées, une seule porte sur l'agriculture...

Au cours de la tribune d'expression populaire, chaque candidat a présenté son projet de société : "transformation locale des

permanents. Les députés seront désormais suivis de plus près... Les responsables des associations de paysans et certains délégués, heureux de ces premiers échanges et moins intimidés par les politiciens, se disent mieux informés pour voter utilement. Beaucoup disent vouloir informer à leur tour leurs membres. UPDKIS s'est engagée à poursuivre cette initiative, même après les élections, si elle trouve un financement pour cela.

Hortense Basea

(suite de la page 3)

Sans cadeaux, ... se rapprochent de leurs électeurs

pour nous, mais ils reviendront avec des cadeaux pour se faire à nouveau élire cette année !", déplore un jeune, convaincu après avoir rencontré une candidate dans son quartier dans la commune Tshopo.

S'unir pour se faire élire

Lyly Botwetwe, candidate du Parti de la révolution du peuple (PRP) insiste sur l'auto-prise en charge de la population. Pour sa part, Marie Senenge Sakina, du RCD, parle de sa candidature aux membres de sa famille et connaissances en rappelant ses services rendus comme enseignante et bourgmestre. "Nous avons recommandé au candidates de sensibiliser en priorité les membres de leur famille, leurs amis et connaissances, car ils sont leurs premiers électeurs et ne tiendront pas vraiment compte de l'argent, contrairement aux autres", explique Jacqueline Lusanda vice présidente du Réseau femme et développement.

Plusieurs mois auparavant, de futures candidates réunies au sein du Collectif de femmes avaient été formées sur les stratégies de campagne pour conquérir l'électorat. Mais, on ne change pas des habitudes du jour au lendemain et la prédisposition populaire aux dons et cadeaux leur complique la tâche. "Un collègue de mon parti a reconstruit le mur de son église qui s'était écroulé à la suite d'une pluie pour s'attirer la sympathie des chrétiens", regrette M-F Singa. "Les candidats acceptent d'utiliser tous les moyens pour être écoutés par la population. Ils ont compris que c'était difficile de se faire élire sans faire de dons", observe A. Longange, coordonnateur de la majorité présidentielle.

"Si les candidates se présentent les mains vides devant la population, elles risquent d'amoinrir leurs chances de gagner", estime Albertine Uzinga, chef de travaux à la faculté de psychologie à l'Université de Kisangani (Unikis). Casimir Ngumbi, professeur de sciences politiques à l'Unikis, espère, lui, que les femmes prendront rapidement conscience de la nécessité de s'unir pour se faire élire et accéder davantage à des postes de décision.

Hortense Basea

PLUM CITOYENNE Béni Bukavu Kisangani

Coordinations locales

A Béni : Jacques Kikuni Kokonyange (Vision Plus) kokonyange@yahoo.fr
Tél : +243 (0) 99 839 85 46

A Bukavu : Thaddée Hyawe-Hinyi (ProxiMédias Libres) thyawahinyi@gmail.com
Tél : +243 (0) 85 371 36 69

A Kisangani : Ernest Mukuli (Médias pour la Paix et la Démocratie) ernestmukuli2@yahoo.fr
Tél : +243 (0) 81 200 63 99

Syfia international

Emmanuel de Solère Stintzy (Syfia France)
desolere@syfia.info
Tel : 33 (0)4 67 52 98 74

Coordination générale

Syfia international
Marie Agnès Leplaideur
contact@syfia.info
Tél. : 33 (0)4 67 52 98 12
20 rue du Carré-du-Roi
34 000 Montpellier France

Maquette: Jimmy Bakelenge
jimmybakelenge@yahoo.fr

Imprimerie : SUPRA, Nasser road,
Kampala-City/ Uganda

Avec le soutien du Programme Interbailleurs "médias pour la démocratie et la transparence en RDC"

